

Retraitées et retraités dans l'action le 8 octobre

« Trop vieux pour bouger »

C'est ce que se sont dit les récents Présidents de la République qui ont cru pouvoir, sans réaction, reculer la date de revalorisation des pensions, voire les geler.

L'actuel Président a fait pire, il a baissé les pensions en imposant, *en même temps*, le gel des pensions et l'augmentation de la taxe CSG de 25 %. Emmanuel Macron a pensé que les retraité-e-s avaient la mémoire défaillante, il s'est fait élire, notamment par les retraité-e-s, en affirmant « *avec moi, les pensions seront préservées* » et une fois élu, il les a baissées. Les récents Présidents de la République se sont tous trompés, nous sommes mobilisés et avons de la mémoire !

Les retraité-e-s fortement mobilisé-e-s !

Déjà **8 manifestations** depuis l'élection de E. Macron, ayant regroupé jusqu'à 200 000 personnes, à l'appel du « Groupe des neuf » organisations de retraité-e-s, CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, UNRPA-Ensemble & solidaires. Et de nombreux Gilets jaunes sur les ronds-points étaient des retraité-e-s, mobilisés pour réclamer la suppression de la CSG et une augmentation des pensions au même rythme que les salaires.

E. Macron a été surpris et a trouvé ça anormal, allant jusqu'à conseiller à la retraitée Geneviève Legay, blessée par une charge de police à Nice, de « *ne pas manifester à son âge et de rester chez elle* » ! Il a dû prendre acte des mobilisations et lâcher du lest.

Nous avons fait reculer E. Macron trois fois

A chaque mobilisation importante, il a dû reculer :

- Il a **annulé la hausse de la CSG** pour 100 000 personnes ayant une pension inférieure à 1 200 €.
- Il a **baissé la CSG** au 1^{er} janvier 2019 pour la pension du célibataire inférieure à 2 000 € et du membre d'un couple à 1 500 €.
- Il a **promis de revaloriser les pensions**, selon l'augmentation des prix, au 1^{er} janvier 2020 pour les pensions inférieures à 2 000 € (célibataire) et 1 500 € (couple).

Les reculs c'est bien, mais le compte n'y est pas

Après une vie au travail, nous méritons une pension au moins égale au SMIC.

Solidarité entre actifs et retraité-e-s : augmentation des pensions comme le salaire moyen, qui progresse un peu plus que l'inflation.

Poussons E. Macron dans ses retranchements !

**Nous avons pu gagner un peu,
nous pouvons gagner beaucoup !**

Tous dans l'action le 8 octobre

La réforme des retraites, ça concerne directement les retraité-e-s !

E. Macron et son gouvernement, qui pensent que les retraité-e-s ne réfléchissent pas, croient sur parole ce que leurs élus leur disent, nous rabâchent que la réforme des retraites ne nous concerne pas. **C'est faux**, au moins pour trois raisons.

- 1) **Le gouvernement annonce clairement que le système de retraite, en léger déficit actuellement, devra être à l'équilibre au 1^{er} janvier 2025**, jour de l'application qu'il souhaite pour sa retraite à points. Il refusera très certainement d'augmenter les recettes, les cotisations puisqu'il pratique l'inverse, la baisse et l'exonération des cotisations des entreprises. Il n'aura qu'un seul moyen, une nouvelle période de gel, voire de baisse des pensions !
- 2) **L'objectif principal de la retraite à points est la maîtrise des dépenses, le gouvernement bloque la part des dépenses de pension** dans les richesses créées (c'est la « règle d'or » de la part des retraites dans le PIB maintenue sous 13,8 %). La même part de pensions pour davantage de personnes (il y a 150 000 personnes en retraite en plus chaque année), c'est une plus petite part pour chacun, une baisse relative des pensions.
- 3) **La future loi retraite à points fixe les revalorisations**. Le rapport Delevoye remis au gouvernement le 16 juillet préconise une revalorisation des pensions selon l'inflation : cela va créer un écart avec les salaires qui augmentent plus vite et cet écart va grossir chaque année. Actuellement, la pension moyenne est égale à 64,4 % du salaire moyen, en 2050 elle diminuerait à 50,9 %, selon le Conseil d'Orientation des Retraites.

De l'argent, il y en a !

Pour augmenter les pensions, nous demandons le rétablissement de l'ISF (4,5 milliards d'euros), l'imposition des dividendes à l'impôt progressif (10 milliards), la fin du CICE (40 milliards en 2019), le rétablissement de l'exit tax (6 milliards), la lutte contre la fraude fiscale (au moins 100 milliards), etc.

Pour augmenter les cotisations sociales, nous demandons des cotisations sur tous les revenus distribués dans les entreprises, salaires entiers, primes, intéressement, participation et dividendes ! Ce sont des sommes considérables, créées par le travail, qui sont distribuées aux actionnaires et qui échappent aux organismes de solidarité : la France est championne d'Europe de la distribution des dividendes !